Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Des organisations canadiennes donnent leur appui à Addameer

Sensibilisation : les violations des droits en Israël

Par CJPMO
Mondialisation.ca, 20 octobre 2009
Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient 20 octobre 2009

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Droits humains et État policier
Analyses: LA PALESTINE

Montréal, 19 octobre 2009 – Plusieurs organisations canadiennes, dont Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient, ont décidé de soutenir la campagne de l'association ADDAMEER pour le soutien aux prisonniers et les droits de l'homme afin de mettre un terme à la pratique israélienne illégale de la détention administrative telle qu'utilisée avec les Palestiniens. La campagne d'Addameer demande: 1) la fin de la pratique de la détention administrative par Israël; 2) une libération immédiate de tous les détenus administratifs détenus par Israël; et 3) une action diplomatique de la part du Canada pour aider à mettre un terme à de telles pratiques en Israël. Selon Addameer, il y aurait aujourd'hui 7 673 prisonniers politiques palestiniens en Israël, dont 387 sont simplement placés en détention administrative (statistiques d'août 2009).

La détention administrative telle que pratiquée par Israël dans les territoires palestiniens permet au commandement militaire israélien d'emprisonner sans jugement, pour de vagues « raisons de sécurité », n'importe quel suspect palestinien. Elle repose sur des preuves confidentielles présentées aux tribunaux militaires et auxquelles ni le détenu ni son avocat n'ont accès. La période de détention reste indéterminée et peut être reconduite plusieurs fois, voire indéfiniment, sous législation militaire. Plusieurs aspects de la pratique israélienne de la détention administrative contreviennent au droit international, incluant notamment l'article 71 de la 4ième Convention de Genève et l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

« La détention administrative des Palestiniens par Israël est abusive et arbitraire. Elle n'est pas conforme à de nombreuses dispositions du droit international, notamment en ce qui a trait au droit à un procès en bonne et due forme », affirme le président de CJPMO, Tom Woodley. « CJPMO a déjà exploré cette question dans le passé – parallèlement à la question de l'usage de la torture par Israël – et est très fière d'appuyer la campagne d'Addameer. Même si cette nouvelle ne fait pas la manchette, il est primordial que le public canadien et les décideurs politiques soient au courant de l'existence de cette pratique abusive ».

Basée à Ramallah en Palestine, Addameer – qui veut dire conscience en langue arabe – est une association non gouvernementale palestinienne de soutien aux prisonniers et de défense des droits humains. Fondée en 1992 par un groupe d'activistes préoccupés par la question des droits de l'homme, le centre offre un programme d'aide juridique aux prisonniers politiques palestiniens, fait régulièrement des visites dans les prisons pour

s’assurer que les conditions de vie des détenus sont adéquates et milite en faveur des droits des prisonniers par le monitoring de la situation dans les territoires palestiniens occupés et la tenue de différentes campagnes de solidarité.

Pour plus d’informations, veuillez contacter:
Grace Batchoun
Canadiens pour la Justice et Paix au Moyen-Orient
Téléphone: (514) 745-8491
Courriel CJPMO – Site web CJPMO

Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient *(CJPMO) est une organisation séculaire, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d’horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d’influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l’essor durable et équilibré de la région.*

La source originale de cet article est Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient
Copyright © CJPMO, Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient, 2009

Articles Par : CJPMO

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l’utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca